







NOUVEL HÔPITAL DU CHU DE REIMS - PHASE 2

ÉQUIPE DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

MAÎTRISE D'OUVRAGE	ASSISTANCE MAÎTRISE D'OUVRAGE	BUREAU DE CONTRÔLE	CONTRÔLE TECHNIQUE CSPS
 CHU DE REIMS 45 rue Cognacq-Jay 51092 REIMS CEDEX 03 26 78 80 39	 A2MO 7 rue Goscinny 75013 PARIS 01 53 60 42 60	 Qualiconsult 2 rue Léon Patoux, Bât D 51100 REIMS 03 26 36 76 00	 SOCOTEC 8 rue Jules Méline 51430 BEZANNES 03 26 40 60 40

ÉQUIPE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

PARGADE ARCHITECTES	ARCHITECTE MANDATAIRE	36 boulevard de la Bastille, 75012 PARIS 01 43 40 41 00
HAIKU	ARCHITECTE DESIGN INTÉRIEUR	2 impasse des Comptoirs Français, 51100 REIMS 03 26 88 27 27
PATRIARCHE	ARCHITECTE RÉALISATION	12 rue de Libourne, 75012 PARIS 03 26 88 27 27
EDEIS	BUREAU D'ÉTUDES TCE	19 Boulevard Paul Vaillant, 94200 IVRY-SUR-SEINE 01 56 20 50 00
DELPORTE AUMOND LAIGNEAU	ECONOMISTE	50 rue ALBERT, 75013 PARIS 01 49 93 08 77
MUTABILIS	PAYSAGE	4 Passage Courtois, 75011 PARIS 01 43 48 61 33
ETAMINE	BUREAU D'ÉTUDES HQE	83-85 boulevard Vincent Auriol, 75013 PARIS 04 37 45 34 20
TISSEYRE	BUREAU D'ÉTUDES ACOUSTIQUE	69 Bd Malesherbes, 75008 PARIS 01 45 61 29 14
SICC	SÉCURITÉ INCENDIE	720 chemin de l'ESTALOT, 33240 SAINT-ANDRÉ-DE-CUBZAC 05 57 58 61 76
CRYSTAL CONSULTANTS	LOGISTIQUE AUTOMATISÉE	183 Avenue Carnot, 33150 Cenon 05 57 77 28 77
GPL EXPERT	HOPITAL NUMERIQUE	27 Av. Aristide Briand, 91290 Arpajon 01 82 52 20 62

CCTP CAMPAGNE DE DIAGNOSTICS AMIANTE AVANT DEMOLITION / DIAGNOSTICS PLOMB / DIAGNOSTICS HAP

REI	APS	PAR	PLAN	TB	TZ	TN	ARC	1000	-
PROJET	PHASE	EMETTEUR	TYPE	BATIMENT	ZONE	NIVEAU	LOT	NUMÉRO	INDICE
FORMAT: A0	Livrable: REI_APS_PAR_PLAN_TB_TZ_TN_ARC_1000_-					ECHELLE: 1/200	DATE: 02/06/2023		

SOMMAIRE

1. Présentation du marché	2
1.1 Préambule CCTP	2
1.2 Missions prévues au marché.....	2
1.3 Périmètre des missions.....	3
Périmètre général des diagnostics à réaliser :	3
Périmètre détaillé des diagnostics à réaliser :	4
2. Modalités générales d'exécution.....	4
2.1 Délais de réalisation	4
2.2 Intervenant.....	4
2.3 Préparation d'une mission.....	5
a) Visite préalable de site	5
b) Étude documentaire	5
c) Préparation préalable aux opérations de repérage	6
d) Moyen matériel	6
e) Travail en hauteur.....	6
f) Nettoyage.....	6
g) Lutte contre les nuisances	6
h) Protection des ouvrages et assurance	7
3. Accessibilité	7
3.1 Condition d'accès	7
3.2 Locaux et parties non accessibles	7
3.3 Déplacement de mobilier	7
4. Rendus.....	7
4.1 Contenu des rendus.....	7
5. Textes de références	8
6. Annexes	10

1. Présentation du marché

1.1 Préambule CCTP

Le projet consiste en la modernisation du CHU de Reims et plus particulièrement en la réorganisation de l'ensemble des activités situées dans les bâtiments du CHU.

Le périmètre du présent projet comprend la démolition de l'aile de chirurgie de l'Hôpital Maison Blanche (HMB) et les locaux Pol Bouin dans le but de venir construire un nouveau bâtiment.

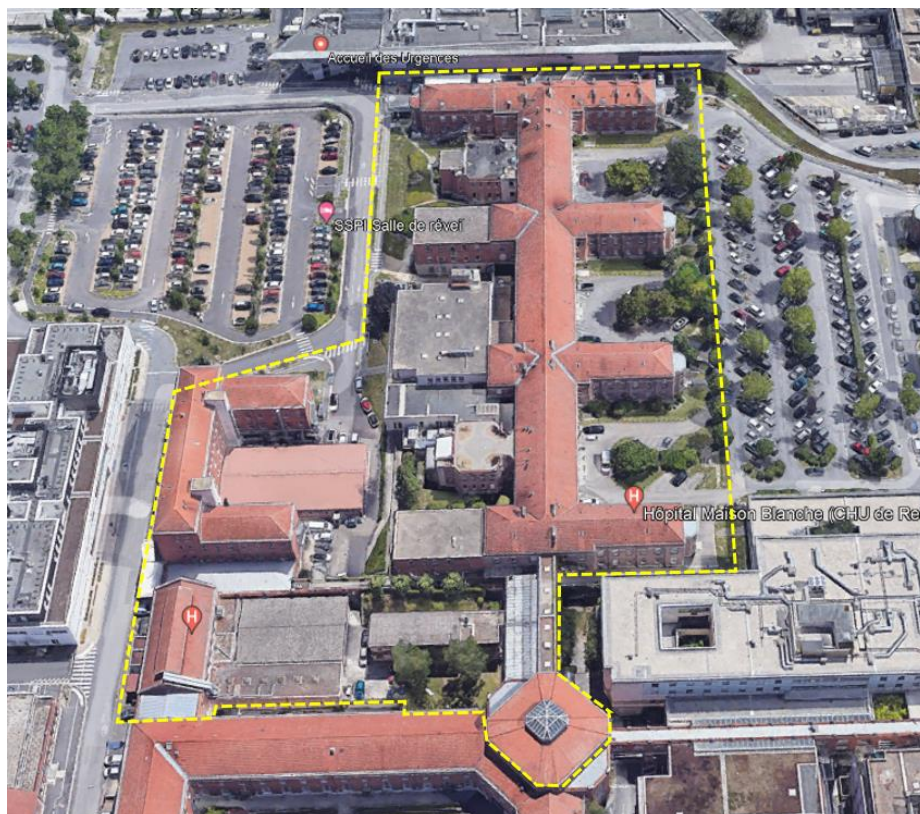
1.2 Missions prévues au marché

Ci-dessous les missions prévues au marché :

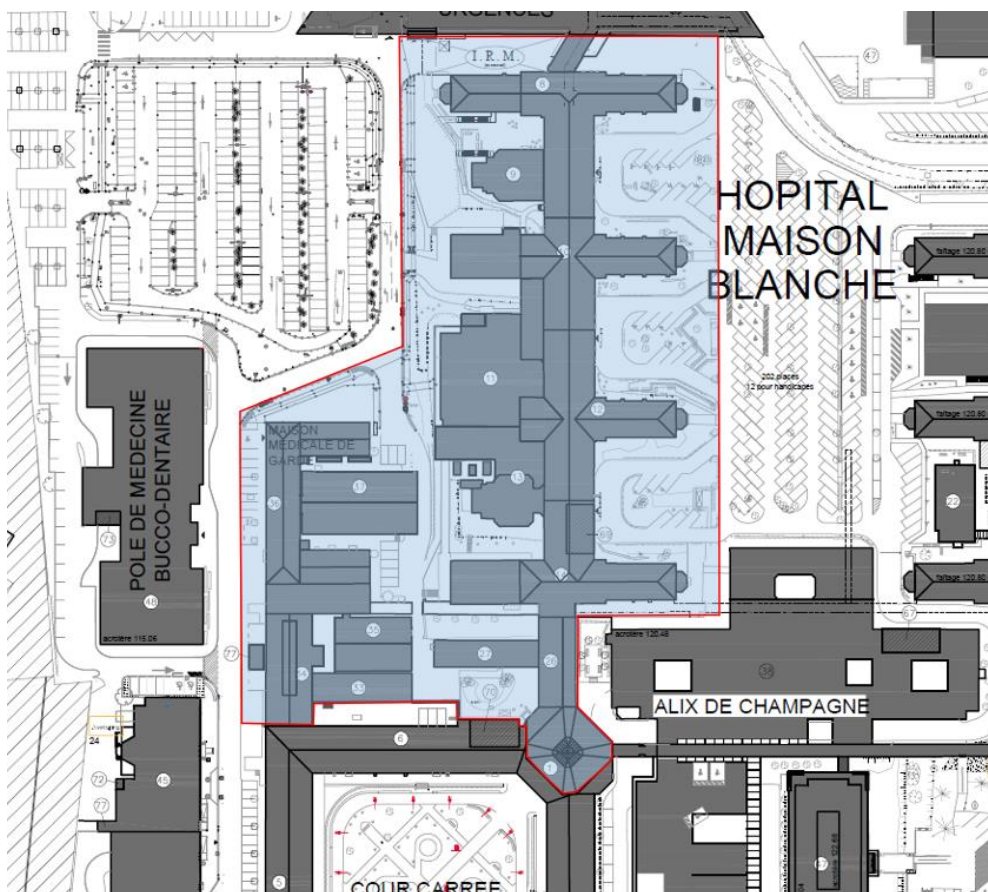
N° mission	Intitulé mission
Amiante	
1	Repérage amiante avant démolition aile de chirurgie de Maison Blanche (1 rapport)
2	Repérage amiante avant démolition sur les bâtiments des locaux Pol Bouin (1 rapport par bâtiment)
3	Repérage amiante avant travaux dans le périmètre de la rotonde.
Plomb	
4	Diagnostic plomb aile de chirurgie de Maison Blanche (1 rapport)
5	Diagnostic plomb sur les bâtiments des locaux Pol Bouin (1 rapport par bâtiment)
6	Diagnostic plomb dans le périmètre de la rotonde.
HAP	
7	Repérage HAP sur les enrobés présent dans le périmètre des travaux.

1.3 Périmètre des missions

Périmètre général des diagnostics à réaliser :

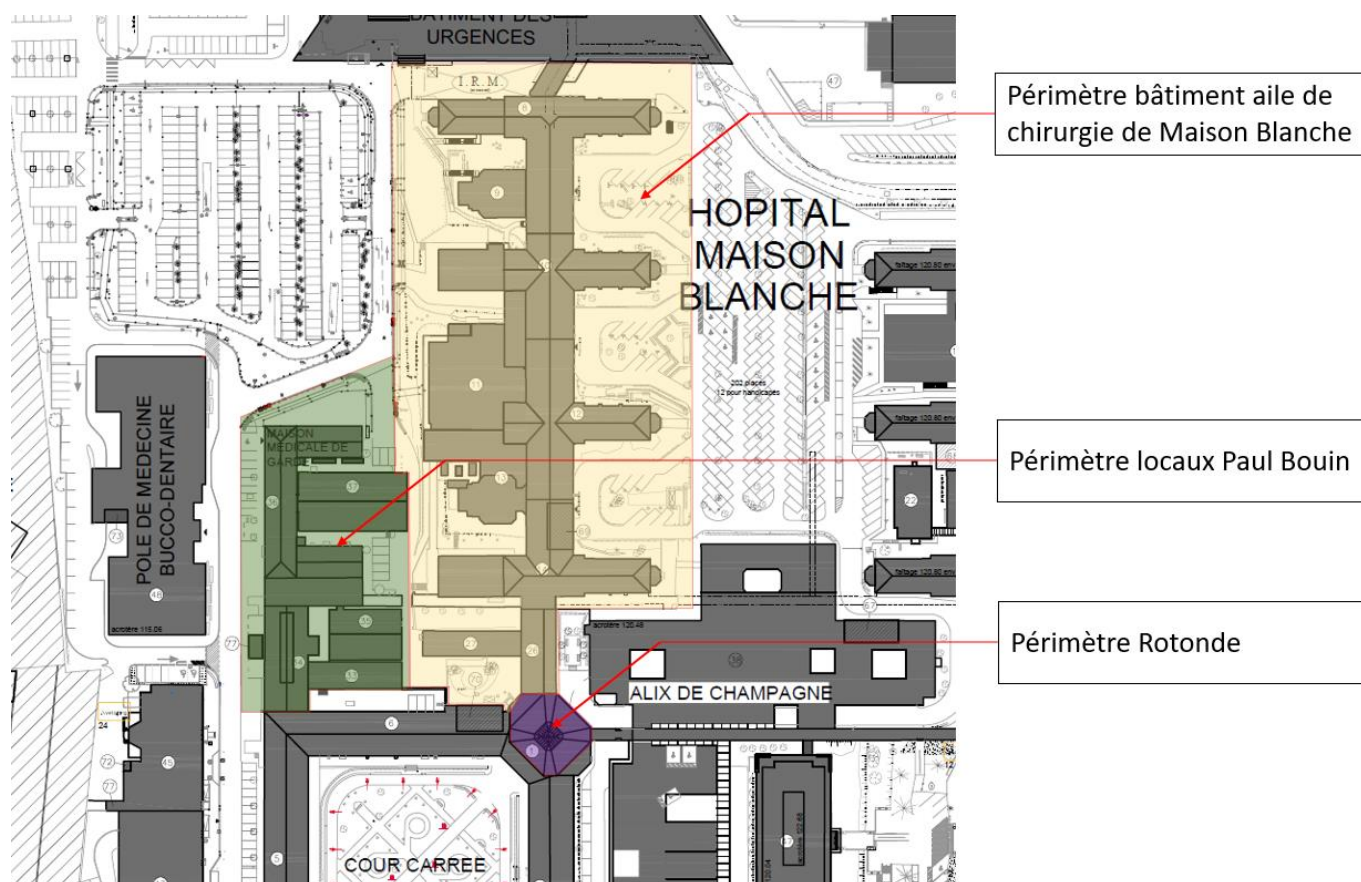


CH REIMS - aile chirurgie Maison Blanche / locaux Pol Bouin / Rotonde (vue GOOGLE MAP)



CH REIMS - aile chirurgie Maison Blanche / locaux Pol Bouin / Rotonde (vue plan)

Périmètre détaillé des diagnostics à réaliser :



CH REIMS -périmètre détail des diagnostics à réaliser (vue plan)

2. Modalités générales d'exécution

2.1 Délais de réalisation

Le titulaire doit le parfait respect des délais retranscrits ci-dessous :

- ▶ Exécution de la mission (y compris préparation de la mission, visite, délais d'analyse, rédaction rapports) : 2 mois

Les délais courent à compter de la date de validation de notification du marché.

2.2 Intervenant

Pour garantir la parfaite exécution de la prestation, l'entreprise de diagnostics s'engage à mettre en place les intervenants suivants :

- ▶ **Chef de Projet :** Il est l'interlocuteur privilégié du MOA pour l'ensemble des missions à réaliser.

Ce responsable désigné est notamment chargé de coordonner les différentes étapes des prestations confiées, de s'assurer que les interventions sur site se déroulent conformément aux dispositions du marché et ne portent pas atteinte à la pleine

jouissance des locaux par leurs occupants. Il assure le suivi administratif du marché à l'égard du MOA (inclus le suivi de la facturation).

Il est impératif que le chef de projet Titulaire soit le même pour l'ensemble du projet de manière à centraliser toutes les informations relatives au suivi des missions.

► **Opérateur de repérage / diagnostiqueur.**

Concernant les repérages amiante, l'opérateur de repérage doit :

- Être détenteur d'une certification avec ou sans mention, conformément à l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
- Être formé à la prévention contre les risques d'exposition à l'amiante, selon les modalités définies par l'arrêté prévu à l'article R. 4412-117 du Code du travail (formation SS4). A noter que le Titulaire doit intégrer dans ses équipes un encadrant de chantier SS4 et un encadrant technique SS4 ou un encadrant mixte (chantier et technique) SS4.

2.3 Préparation d'une mission

a) Visite préalable de site

Le diagnostiqueur peut au besoin réaliser une visite préalable de chaque bâtiment afin d'identifier toutes les dispositions à prendre pour pouvoir établir une mission exhaustive. Cela se traduit par l'identification des moyens d'accès en hauteur, la nécessité ou non d'un ascensoriste, les accès condamnés que le MOA doit rendre accessible, etc.

Afin de réaliser les visites du site, l'entreprise de diagnostic doit prévenir la maîtrise d'ouvrage au moins 1 semaine à l'avance.

La MOA communiquera préalablement au démarrage de la mission, les contraintes et les conditions d'accès aux locaux. Il n'y aura pas d'interventions en horaires décalés.

Le diagnostiqueur bénéficiera d'une visite globale de site au démarrage de sa mission mais ne sera pas accompagné par un représentant du maître d'ouvrage lors de ses visites dans toutes les zones pouvant accueillir du personnel du CHU de Reims ou du public. En revanche l'équipe projet du nouvel hôpital du CHU de Reims aura prévenu préalablement les occupants des locaux de la visite du diagnostiqueur.

b) Étude documentaire

L'entreprise de diagnostics doit prendre connaissance systématiquement des rapports de repérage antérieurs (DTA, RAAT, etc.) qui lui sont mis à disposition.

Les rapports de repérage disponibles sont présentés en annexe 1.

c) Préparation préalable aux opérations de repérage

L'opérateur doit sur la base de la visite préalable et de l'étude documentaire, adresser toutes les demandes au MOA afin de garantir un parfait accès à toutes les zones et la réalisation des prestations dans des conditions optimales de sécurité.

d) Moyen matériel

L'entreprise de diagnostic s'engage à fournir à son personnel opérationnel tous les moyens en matériel dont il peut avoir besoin pendant son intervention.

L'entreprise de diagnostic est responsable des moyens humains et matériels mis en œuvre pour la bonne réalisation des prestations en objet du marché.

e) Travail en hauteur

L'entreprise de diagnostic doit être parfaitement autonome pour accéder à toutes les parties nécessitant des moyens d'accès en hauteur particulier. Il appartient au titulaire du marché de prévoir un moyen d'accès en hauteur de sorte à ne laisser aucune réserve de cet ordre. C'est particulièrement le cas des toitures qui doivent obligatoirement être visitées.

Le titulaire dispose de personnels habilités CACES ou accompagné par un conducteur titulaire du CACES et tout niveau d'accréditation nécessaire à la manipulation des moyens de levage nécessaires à l'accomplissement de la mission.

Sur toutes les missions, il revient à la charge de l'entreprise de diagnostic de prévoir tous les moyens lui permettant l'accès aux parties en hauteur.

f) Nettoyage

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour le nettoyage et l'évacuation des déchets.

Le nettoyage est exécuté avec un aspirateur à filtre à très haute efficacité (THE) et des lingettes humides afin d'éviter toute propagation des poussières générées lors des sondages et prélèvements.

g) Lutte contre les nuisances

Les outils utilisés à l'intérieur des locaux sont manuels ou à énergie électrique. Ils doivent être munis des derniers perfectionnements techniques réduisant leur niveau sonore.

Toutes dispositions utiles doivent être prises (organisation du chantier, démarche de sensibilisation des personnels) pour réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu des techniques.

Le diagnostiqueur privilégie l'utilisation de matériels pas ou peu émissifs en poussières.

Le diagnostiqueur dispose de l'ensemble du matériel nécessaire à la restauration des surfaces et éléments investigués de sorte à empêcher la propagation éventuelle de fibres et de poussières dans l'air.

h) Protection des ouvrages et assurance

Toutes les dégradations survenues durant l'exercice du contrat du fait du titulaire font l'objet d'une remise en état à l'identique (dont rebouchage, garniture, ratissage, collage, etc.) à la charge de l'entreprise de diagnostic dans un délai immédiat. De plus, le diagnostiqueur garantit la propreté des lieux en toute circonstance concernant chaque zone de prélèvement et hors zone de prélèvement.

À défaut d'exécution rapide de ces réparations, la maîtrise d'ouvrage peut, après une mise en demeure infructueuse, les faire exécuter aux frais du titulaire.

Enfin, le titulaire souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions.

3. Accessibilité

3.1 Condition d'accès

L'entreprise de diagnostic doit alors analyser la situation et prévoir toutes les demandes complémentaires qu'il juge nécessaires pour accéder à l'intégralité des zones.

La MOA communiquera préalablement au démarrage de la mission, les contraintes et les conditions d'accès aux locaux.

Il n'y aura pas d'interventions en horaires décalés

Le diagnostiqueur bénéficiera d'une visite globale de site au démarrage de sa mission mais ne sera pas accompagné par un représentant du maître d'ouvrage lors de ses visites dans toutes les zones pouvant accueillir du personnel du CHU de Reims ou du public. En revanche l'équipe projet du nouvel hôpital du CHU de Reims aura prévenu préalablement les occupants des locaux de la visite du diagnostiqueur.

3.2 Locaux et parties non accessibles

Dans le cas où certains locaux ou parties d'ouvrage ne peuvent pas être visités par défaut d'accessibilité, il convient de transmettre la liste des zones concernées au MOA dans les plus brefs délais. De nouvelles visites sont alors organisées pour lever ces réserves.

3.3 Déplacement de mobilier

L'entreprise de diagnostic est en charge du déplacement de tout mobilier et de tout démontage rendu nécessaire pour accéder à une partie d'ouvrage. Il doit en amont prévenir le maître d'ouvrage et obtenir son accord pour effectuer ces opérations. Le diagnostiqueur doit ensuite la remise en place du mobilier.

4. Rendus

4.1 Contenu des rendus

L'entreprise de diagnostic doit produire un rapport par bâtiment et un rapport global sur la partie HAP.

Une attention toute particulière est portée sur la qualité et la cohérence des documents. Les plans et schémas de repérage doivent être dans une parfaite qualité de compréhension et de lisibilité.

Dans le cas où l'entreprise de diagnostic constate que les plans fournis sont insuffisants, l'entreprise de diagnostic doit se charger de les produire en respectant les proportions de chaque local et partie d'immeuble.

Les rapports produits dans le cadre du présent marché doivent notamment mentionner :

- ▶ Les dates d'exécution et de visite et de la rédaction du rapport.
- ▶ L'identification et les coordonnées de l'organisme chargé de la mission.
- ▶ L'identification et les coordonnées du commanditaire du diagnostic.
- ▶ L'identification des différents intervenants (opérateurs ayant réalisé la mission) et leurs signatures.
- ▶ Les références du contrat d'assurance de l'organisme chargé de la mission et les copies des attestations de certification des opérateurs de repérage.
- ▶ La dénomination et l'adresse exacte de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée avec toutes les indications utiles permettant son identification.
- ▶ Les plans ou croquis de tous les locaux, ainsi que la liste des locaux visités. Dans le cas où le MOA ne dispose d'aucun plan, le Titulaire doit se charger de les reproduire en respectant les proportions de chaque local et partie d'immeuble.
- ▶ Les résultats des investigations réalisées
- ▶ Les bordereaux d'analyse COFRAC ;
- ▶ La localisation numérotée des sondages et prélèvements sur les plans de l'existant (pas de croquis) ;
- ▶ Les photographies des mesurages, prélèvements et sondages réalisés ;
- ▶ Les plans permettant de localiser les étendues des matériaux et produits contenant de l'amiante ;

Nota : Les plans doivent être en noir et blanc dans le rapport afin de faire ressortir au mieux les couleurs schématisant l'amiante. Une attention particulière est portée sur la qualité finale et la cohérence des schémas de repérage. Par ailleurs, les légendes d'un schéma à l'autre et d'un document à l'autre doivent être similaires. Les symboles et représentations schématiques doivent rester cohérents et lisibles. Leurs couleurs doivent se distinguer du noir et blanc des plans. Enfin, les schémas doivent être sur un format A4 à minima.

- ▶ Les documents nécessaires à la compréhension du rapport ou complétant le rapport tels que diagnostics précédents, photos, documentations techniques ;

5. Textes de références

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et en lien avec l'objet du marché. De manière non exhaustive sont listées ci-dessous les références réglementaires que le titulaire doit tenir compte :

- ▶ Code de la Construction et de l'habitation ;

- ▶ Code du Travail ;
- ▶ Code de la Santé Publique ;
- ▶ Code de la construction et de l'habitation ;

Missions relatives à l'amiante :

- ▶ Articles R 1334-14 à R 1334-29-9 du Code de la Santé Publique relatifs aux dispositions à mettre en œuvre vis-à-vis de l'occupation par du public d'un immeuble bâti ;
- ▶ Code de la santé publique notamment en son chapitre Chapitre IV : Lutte contre la présence de plomb ou d'amiante de la partie législative et la section 2 du Chapitre IV relative à la prévention des risques liés à l'amiante dans les immeubles bâtis en sa partie réglementaire ;
- ▶ Code du travail notamment en son livre IV « Prévention de certains risques d'exposition » de la partie législative et ses articles R4412-94 et suivants ;
- ▶ Norme NF X 46-020 relative au repérage amiante — Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis — Mission et méthodologie.
- ▶ Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- ▶ Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A (flocage, faux-plafond et calorifugeage) contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage ;
- ▶ Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B (matériau ou produit visible et accessible sans sondage destructif) contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage ;
- ▶ Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante » ;
- ▶ Arrêtés du 07/03/2013 et 08/04/2013 relatifs aux moyens de protections spécifiques au risque amiante ;
- ▶ Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage ;
- ▶ Arrêté du 1er juin 2015 relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante ;
- ▶ Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ;
- ▶ Arrêté du 24 février 2017 modifiant l'arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification
- ▶ Décret n°2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations ;
- ▶ Décret n°2017-34 du 13 janvier 2017 portant création de la commission d'évaluation des innovations techniques dans le domaine de la détection et du traitement de l'amiante dans le bâtiment ;
- ▶ Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification ;
- ▶ Arrêté du 25 mars 2019 modifiant l'arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification ;
- ▶ Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis ;
- ▶ Arrêté du 23 janvier 2020 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2019 ;

Les évolutions de ces textes pendant la durée du marché sont pleinement applicables. En cas de divergence entre les différents textes et règlements, le plus contraignant est retenu et appliqué. Le titulaire respecte au moment de l'exécution des prestations l'ensemble de la réglementation en vigueur.

6. Annexes

Annexe 1 : Rapport de repérage existant

Annexe 2 : Plans des bâtiments